

Valls, défenseur des intérêts de la multinationale Goodyear ?

La FNIC-CGT condamne avec la plus grande fermeté le déchainement de violences policières qui ont été perpétrées aujourd'hui 7 mars 2013, à l'encontre des salariés Goodyear Amiens Nord, venus manifester à Rueil-Malmaison leur refus de voir leur site fermer et leurs emplois détruits pour augmenter les profits de la multinationale américaine.

Six salariés ont été blessés, dont deux avec arrêt de travail de 14 jours.

Non seulement la violence patronale jette des centaines de familles dans le désarroi, en annonçant une fermeture de site injustifiée, le site d'Amiens Nord étant rentable, mais aujourd'hui, **le gouvernement a choisi son camp, celui du capital contre celui des travailleurs.**

Les forces de l'ordre présentes à Rueil-Malmaison en grand nombre, ont multiplié les menaces, les provocations, allant jusqu'à gazer les représentants du personnel tentant de se rendre en réunion de Comité central d'entreprise. Les ministres de l'intérieur se suivent, Sarkozy, Hortefeux hier, Valls aujourd'hui, les méthodes sont les mêmes : Mépris de ceux qui créent les richesses, les salariés et tapis rouge pour les milliardaires, qui n'ont jamais été aussi nombreux en 2012 !

L'argent des contribuables doit financer les forces de l'ordre, non pas une armée privée au service du Medef, de ses intérêts financiers et patrimoniaux !

Le Comité central d'entreprise a voté une résolution en vue de traduire la direction de Goodyear en justice pour son projet de casse sociale et industrielle à Amiens. Cela n'est pas la première fois qu'il en est ainsi.

Depuis six ans, les salariés et la CGT Goodyear luttent pour maintenir leurs emplois et leur activité sur le site d'Amiens Nord, dans la dignité. Leur combat est digne d'éloges, en particulier au regard de l'accord de sécurisation des profits signé le 11 janvier dernier, qui organise la précarité généralisée des salariés pour renforcer les marges, les bénéfices des entreprises.

A quoi sert le ministère du redressement productif ? Quel est son bilan après dix mois d'activité ?

Que le gouvernement prenne ses responsabilités, à savoir la recherche active d'une solution en termes d'emplois et d'activité industrielle pour Amiens Nord comme pour d'autres entreprises comme Petroplus, Sanofi, PSA, etc., et non pas la répression des salariés qui ne cherchent qu'à conserver leurs emplois.

Contact presse :

⇒ FNIC-CGT : Tél. 01 55 82 68 88 - Fax. 01 55 82 95 15

